

Texte  **ECONOMIE** vendredi 11 mars 2011

Chronique d'une bulle annoncée sur le marché mondial du riz

Pierre-Alexandre Sallier



Analyse

On prend les mêmes et on recommence? «Tous les ingrédients pour une flambée des prix mondiaux du riz similaire à celle de 2008 sont en place; ne manque qu'une chose: un détonateur»,

remarque Patricio Mendez del Villar, spécialiste du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).

En apparence, pourtant, la scène rizicole semble des plus calmes. Satisfaisant les besoins – et même un peu plus –, les récoltes permettent aux réserves mondiales de gonfler d'une année sur l'autre. Cette abondance garde les grains blancs bon marché au regard des autres céréales. En un an, le riz thaï n'a pas vu son prix bouger – il a même diminué – quand le maïs a doublé de valeur sur les marchés internationaux. Aux yeux de l'agence des Nations unies pour l'alimentation – la FAO –, le riz pourrait même être le joker permettant d'éviter une nouvelle crise alimentaire.

En coulisse, des signes de tension apparaissent pourtant ces dernières semaines. Par petites touches. La Birmanie indique vouloir arrêter ses ventes à l'étranger. Les autorités vietnamiennes poussent leurs négociants à ralentir un peu les exportations, après les ventes massives de janvier. En Thaïlande, les fonctionnaires du Ministère du commerce laissent entendre qu'ils tablent sur une appréciation de 12% cette année.

En apparence anodines, ces petites phrases sont formulées sous la pression de la menace inflationniste qui pèse sur l'Asie du Sud-Est. Une menace liée au renchérissement du blé ou à l'augmentation de la facture pétrolière. Ne pouvant lutter, les politiciens de la région en sont réduits à assurer à leur population que tout le riz nécessaire restera dans le pays. Afin, au moins, de préserver les prix de l'alimentation de base.

~~... l'annonce, la simple évaluation d'un embargo peut sembler la panacée sur le~~
marché mondial. Retour en 2007. Il avait suffi que la Thaïlande dise ^{Vers le haut} vouloir ralentir ses exportations pour que les grands acheteurs de riz – Philippines en tête – se lancent dans la constitution de stocks de précaution. Qu'importe si, comme le relate Patricio Mendez del Villar, «ces menaces restaient de l'ordre de la posture, jamais la Thaïlande n'ayant autant exporté qu'entre janvier et juin 2008, afin de profiter de la hausse».

Le mal était fait. «Les pays importateurs ont entre les mains le détonateur pouvant mettre le feu aux cours mondiaux; ce sont eux qui font bouger le marché avec leurs appels d'offres pour plus de 100000 tonnes», prévient ce spécialiste reconnu du monde rizicole. En comparaison, les multinationales du négoce restent des acteurs mineurs sur ce terrain.

Aujourd'hui, le murmure entourant la réduction de ses ventes par le Vietnam n'affole encore guère les agences étatiques d'approvisionnement. De Manille à Riyad en passant par Téhéran, celles-ci ne se sont pas encore lancées dans des achats de précaution. Une autre raison, plus prosaïque, explique leur attentisme: les acheteurs gardent en mémoire combien les achats compulsifs réalisés lors de l'envolée des cours, au printemps 2008, leur avaient coûté cher six mois plus tard, lorsque la bulle s'était dégonflée.

Les mois menant à la prochaine récolte – démarrage cet été aux Etats-Unis et au Pakistan, avant l'avalanche de riz thaï et vietnamien de l'automne – apparaissent cruciaux. Si ces acheteurs gardent leur sang-froid, si les pays rizicoles jouent le jeu – et si la situation au Moyen-Orient ne met pas le feu au pétrole –, «le marché du riz sera sauvé», souffle le collaborateur du Cirad montpelliérain. Sinon...

Cette incertitude relance le débat sur une régulation des marchés alimentaires. Ou tout du moins d'une meilleure circulation de l'information sur l'état des récoltes et des stocks. Une «OPEP du riz»? Cent fois évoquée, jamais esquissée. Cela fait des années qu'une Thaïlande hégémonique essaie de nouer des accords avec le Vietnam ou l'Inde, afin de réguler les prix. «Lorsque le Vietnam rivalisera en production avec le numéro un, il sera peut-être intéressé, mais d'ici là...», doute Patricio Mendez del Villar. Cela n'a pas empêché Bangkok de proposer récemment une entente au Cambodge, pays rizicole qui monte.

Autre solution, des stocks de régulation accumulés par les régions consommatrices. En Afrique, une telle solution reste théorique. «Pour avoir un impact, il faudrait des réserves d'au moins 150000 tonnes pouvant circuler rapidement d'un pays à l'autre; mais qui va en supporter le coût logistique? Qui va les gérer?» interpelle ce spécialiste reconnu du monde rizicole. Pour l'instant personne. Même au sein de l'Asean, une union économique plus intégrée, les quelque 100000 tonnes de stocks communs sont essentiellement approvisionnés par le Japon et la Corée. Les géants de la riziculture n'y apportent que des volumes symboliques. «Plus que des stocks de régulation, cela ressemble surtout à des réserves d'urgence», souffle Patricio Mendez del Villar.

En l'absence de mécanisme de régulation, le sort des populations les plus fragiles du Sud – aux Philippines, les quatre cinquièmes des ménages consacrent 60% de leur budget à l'alimentation – reste suspendu aux petites phrases et aux rumeurs pouvant, à tout moment, provoquer la panique sur les marchés mondiaux. Cette vulnérabilité pourrait être plus aiguë encore: centré à Bangkok, le marché du riz reste, heureusement, à l'écart des fonds spéculatifs écumant les bourses aux grains de l'Amérique du Nord.

LE TEMPS © 2011 LE TEMPS SA